

M. Crosbie: Ce n'est pas vrai.

M. MacEachen: Puis, au cours de la même période des questions, ou juste un jour ou deux avant, préconiser que les prix pétroliers augmentent jusqu'à atteindre 75 p. 100 des prix mondiaux. Quelle est donc au juste la position de l'opposition sur la question des prix pétroliers? Veulent-ils, oui ou non, les voir grimper à 75 p. 100 des prix mondiaux?

M. Hnatyshyn: Nous voulons protéger les intérêts canadiens, les producteurs canadiens, et aussi les personnes défavorisées dans notre société. Nous l'avons prouvé dans notre budget.

Des voix: Bravo!

M. Hnatyshyn: Madame le Président, je veux rappeler au ministre la promesse qu'il a faite. Il a dit «parce qu'Allan J. MacEachen et le parti libéral ont défendu vos intérêts, le prix va baisser». C'est ce que l'annonce disait. Mais en 1981, le prix à la tête du puits va augmenter de \$2. La cotisation au fonds des indemnités pétrolières sera de \$2.50. Le prélèvement Lalonde sur une année sera de \$2.25. La somme de ces chiffres est \$6.75, mais elle ne comprend pas la cotisation au fonds de la participation canadienne, qui sera d'au moins un dollar cette année. Il faut comparer le total à celui de \$4.50. Le ministre voudrait-il maintenant nous dire comment il protégera les pauvres de ces augmentations énormes? Pourquoi ne suit-il pas notre exemple et ne modifie-t-il pas son budget maintenant pour y prévoir une aide pour les pauvres?

Des voix: Bravo!

M. MacEachen: Madame le Président, si j'ai bonne mémoire, le gouvernement dont le député était membre n'aurait fait qu'accorder un crédit d'impôt à l'énergie. Si je ne m'abuse, la population canadienne n'aurait commencé à bénéficier de ce crédit d'impôt à l'énergie que l'an prochain, en 1982.

Des voix: Pas du tout.

M. Baker (Nepean-Carleton): Cette année.

M. MacEachen: Très bien. Les vis-à-vis disent «cette année». J'accepte la rectification.

Des voix: Bravo!

M. MacEachen: Je me permets de dire aux députés d'en face que nous n'avons pas attendu un an et demi pour venir en aide aux nécessiteux. Nous avons immédiatement augmenté le supplément de revenu garanti, qui est pleinement indexé, de \$35 par mois. C'est la réponse que nous préférons à ce mirage lointain de crédit d'impôt à l'énergie.

Des voix: Bravo!

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT À L'ÉGARD DE L'AMÉRIQUE CENTRALE

M. Bob Ogle (Saskatoon-Est): Madame le Président, la question que je pose au premier ministre a trait au Salvador. Hier, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré à

Questions orales

la Chambre: «Je ne sache pas que nous ayons de grandes obligations envers cette partie du monde». Or, nous savons pertinemment que le premier ministre s'intéresse surtout aux relations Nord-Sud. Le Salvador est situé dans l'une des régions les plus arriérées de notre continent. Le premier ministre pourrait-il dire maintenant à la Chambre qui est chargé d'énoncer la politique à l'égard de cette partie du monde?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le député confond deux aspects de la politique étrangère, l'un concernant les relations Nord-Sud et l'autre l'aide militaire.

Des voix: Oh, oh!

M. Trudeau: Je trouve qu'il y a là une distinction élémentaire, que même quelques députés tory devraient pouvoir comprendre.

EL SALVADOR—LES POURPARLERS AVEC LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

M. Bob Ogle (Saskatoon-Est): Madame le Président, c'est également au premier ministre que je pose ma question supplémentaire. Les habitants du Salvador comptent parmi les plus pauvres du monde. Ces gens-là souffrent. Le président des États-Unis doit nous rendre visite la semaine prochaine. Hier, les États-Unis ont annoncé au monde qu'ils allaient fournir au Salvador pour 25 millions de dollars de plus d'aide militaire et 20 autres conseillers militaires. Compte tenu des souffrances des habitants du Salvador qui voudraient bien pouvoir décider eux-mêmes un jour de leur propre avenir, le premier ministre pourrait-il nous révéler ce qu'il entend dire la semaine prochaine au président des États-Unis?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Compte tenu de la distinction que j'ai faite, madame le Président, je dirai deux choses. Nous estimons que fournir une aide militaire serait une erreur. Nous estimons par contre, pour ce qui est de venir en aide aux pauvres du monde, suivre une politique qui vise à combler l'écart entre le Nord et le Sud. A cet égard, je dirai que bien des peuples de l'Amérique centrale appartiennent au tiers monde et qu'ils reçoivent de l'aide du Canada par l'entremise de notre programme d'aide à l'étranger. Cependant, lorsque nous parlons de leur fournir de l'aide, cela ne signifie pas de leur fournir des armes. Je le répète, il importe que le député comprenne bien cette distinction.

* * *

LES CORPORATIONS

L'ENQUÊTE MENÉE SUR LES PRATIQUES COMMERCIALES AU SEIN DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

Mlle Aileen Nicholson (Trinity): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Vu les préoccupations exprimées aujourd'hui au sujet de la hausse des prix de l'énergie, le ministre est-il prêt à communiquer le rapport de l'enquête menée par son ministère sur les prétendues pratiques commerciales restrictives dans l'industrie pétrolière qui ont peut-être fait augmenter les prix à la consommation?